



Lettre n°60 du 14 octobre 2018

Au sommaire :

- **Contre le gouvernement du Medef et des riches, remanié ou pas, œuvrer au rassemblement du monde du travail - *Démocratie révolutionnaire***
- **Le capitalisme, responsable de la catastrophe climatique annoncée et principal obstacle pour y faire face - *Bruno Bajou***
- **Ce n'est pas que la FED qui est « folle » mais le capitalisme financier... - *Yvan Lemaitre***

## **Contre le gouvernement du Medef et des riches, remanié ou pas, œuvrer au rassemblement du monde du travail**

La mauvaise comédie du remaniement ministériel n'en finit pas comme si Macron éprouvait un plaisir pervers à affirmer son pouvoir, à ridiculiser les médias, qui parlent pendant des heures et des heures pour commenter les rumeurs, ou l'opposition drapée dans son indignation... A ridiculiser aussi ses propres ministres mis sur le grill...

Il parle de « péripétie » prenant la pose du monarque exerçant ses pleins pouvoirs, affichant le mépris de ses gens, tous là pour le servir ! Franchement ridicule tant derrière cette farce, il y a un politicien isolé pris à son propre piège lui qui prétendait dépasser le jeu du clivage gauche-droite. Ce clivage parlementaire, le PS l'a dépassé depuis longtemps. Ses principaux dirigeants ont sabordé leur propre parti pour mettre en selle Macron. Dupe de lui-même ce dernier se retrouve bien seul mais avec des pouvoirs exorbitants et une certitude : sa politique fait l'unanimité au sein du patronat et de la bourgeoisie. Et au-delà des rivalités politiciennes, aucune des forces institutionnelles qui le combattent n'aurait d'autre politique que de faire, à son image, ce que veulent le Medef et la bourgeoisie. Cette certitude comme les pouvoirs qui lui sont impartis lui laissent tout le temps de voir venir...

Macron préside, le gouvernement gouverne. Tout ce petit monde s'attelle à sa tâche de démolition sociale. Et là, il faut bien dire qu'ils reçoivent des encouragements ardents ! Personne ne connaît encore ce que sera la prochaine réforme en chantier, celle des retraites, mais par avance tous applaudissent tellement ils sont sûrs que tout ira dans le bon sens, la liquidation des régimes spéciaux, l'égalité par le bas public-privé, la baisse des pensions... Là encore Macron peut jouer la montre et se donner le temps de faire l'opinion avec l'active complicité des médias afin d'anesthésier les organisations syndicales prises dans la mélasse du dialogue social.

Ces dernières étaient convoquées mercredi dernier pour un bilan à mi-parcours, rien de vraiment précis si ce n'est que l'on voit pointer le recul à 63 ans de l'âge de départ à la retraite. Façon Macron, en instaurant une décote pour ceux qui partiraient à 62 ans !

Et les syndicats se prêtent au jeu de ces discussions à l'infini dont la conclusion n'appartient qu'au seul pouvoir. Le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, s'est dit « *satisfait* ». Pour la CFDT, Laurent Berger, a salué « *une réunion utile* ». Seule, la CGT n'est « *pas favorable à ce projet* », qui « *fera baisser* » les futures pensions « *à un niveau proche du seuil de pauvreté pour beaucoup* ». Une évidence qui justifierait le boycott de ces discussions qui entérinent les reculs antérieurs et en préparent de nouveaux.

La politique de Macron comme sa démarche hautaine et méprisante suscite le dégoût, la révolte, l'hostilité. L'exaspération est profonde dans tout le pays. Le 9 octobre, malgré toutes ses limites fixées par avance par les directions syndicales, en a été une expression. A travers les luttes, les conflits qui éclatent sur les lieux de travail, les luttes contre les licenciements, celle des Ford, la grève des postiers du 92, dans les Hôpitaux, la conscience que l'enjeu est de préparer un affrontement de classe plutôt que d'appuyer les appareils dans le jeu de dupe du dialogue social fait son chemin.

Macron a été la réponse de la bourgeoisie au discrédit de ses serviteurs politiques traditionnels de droite et de gauche, imposée par une vaste campagne publicitaire. Il a balayé le mythe du clivage droite-gauche, en réalité simple alternance politicienne et parlementaire, pour mieux faire revivre l'antagonisme fondamental entre les classes possédantes et le prolétariat, entre le capital et le travail.

Alors, il peut prendre son temps, il ne pourra empêcher que se forge et se répande ce sentiment évident qu'entre eux et nous, il n'y a ni compromis ni dialogues possibles, mais un combat acharné pour changer le rapport de force sans craindre d'agir pour renverser leur domination fon-

dée sur le profit et la concurrence et construire une société fondée sur la solidarité et la coopération, le socialisme, le communisme.

*Démocratie révolutionnaire*

## **Le capitalisme, responsable de la catastrophe climatique annoncée et principal obstacle pour y faire face**

Samedi, des milliers de manifestants en France et dans d'autres pays d'Europe ont exprimé leur inquiétude face à la crise climatique et leur révolte devant l'inertie des gouvernements. Le nouveau rapport du GIEC (le groupe d'experts du climat travaillant pour l'ONU) qui a été rendu public début octobre donne entièrement raison à toutes celles et ceux qui s'inquiètent et veulent agir. Reste à savoir maintenant comment. Trois ans après les beaux discours de la conférence sur le climat de Paris, le rapport du GIEC confirme que le réchauffement climatique est plus rapide que prévu et qu'il a déjà des conséquences dramatiques à l'échelle du monde. Deux scénarios sont envisagés d'ici 2100, une augmentation de 1,5°C aux conséquences inquiétantes et une au-delà de 2°C, catastrophique et créant une situation sans retour. Les données scientifiques du GIEC sont précieuses et indispensables mais ce débat entre 1,5°C ou 2°C est un jeu de dupes bien dérisoire si on ne le pose pas d'un point de vue de classe en lien avec les ravages engendrés par la course aux profits qu'imposent les multinationales et les États à leur service à toute la société.

### **Cynisme et irresponsabilité des classes dominantes**

Les engagements signés en 2015 à la COP21 de Paris étaient déjà insuffisants pour limiter le réchauffement à moins de 3°C. Depuis non seulement des pays comme les États-Unis se sont retirés de l'accord mais seuls 9 pays sur 180 ont transformé leurs promesses en réelles propositions. Et en conséquence, malgré le sacre ridicule par l'ONU de Macron « champion de la Terre », les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse en 2017, en France comme à l'échelle du Monde.

Les classes dirigeantes et leurs représentants sont bien incapables de mettre en place des mesures à la hauteur des enjeux et il est indispensable d'avoir une claire conscience des raisons de cette incurie. L'urgence d'agir dans l'intérêt de l'ensemble de l'Humanité se heurte à la réalité d'un capitalisme financier de plus en plus prédateur, aux lois d'un marché mondialisé dans lequel les multinationales se livrent à une concurrence acharnée qui exacerbe toutes les tensions entre les États pour le contrôle stratégique des sources d'énergie, des matières premières.

Alors que le GIEC préconise de réduire, voire de renoncer à l'utilisation des énergies fossiles, c'est exactement le contraire que les États et les multinationales font. Un rap-

port de l'OCDE constate que « *les gouvernements continuent de consacrer près de 500 milliards de dollars par an [430 milliards d'euros] pour subventionner le pétrole, le charbon et le gaz (..)* ». L'Arabie Saoudite, avec l'aide de Total qui doit massivement y investir, développe un projet pharaonique de complexe pétrochimique garantissant des débouchés pour ses réserves de pétrole encore non exploitées... pas question de renoncer à la rente pétrolière. Malgré la promesse de toujours préserver les richesses naturelles de l'Arctique, le premier ministre du Canada, Trudeau, a annoncé que l'exploitation du pétrole et du gaz y était désormais en préparation. Les multinationales n'ont pas non plus renoncé aux gisements d'énergies fossiles non encore découverts !

Le jour même de la parution du rapport du GIEC, le prix Nobel d'économie était décerné à deux économistes libéraux dont William Nordhaus, un spécialiste du capitalisme vert... Un des théoriciens de cette absurdité que pour résoudre les problèmes il suffit de s'en remettre aux lois du marché, de créer un marché mondial du carbone... Depuis 25 ans les conférences sur le climat sont devenues de véritables foires commerciales, industrielles et financières pour promouvoir un capitalisme vert dans une fuite en avant vers la financiarisation de la nature uniquement envisagée comme une source de profits possibles. Le capitalisme financier, plus parasite que jamais, est le principal obstacle pour répondre aux enjeux d'une crise écologique qui elle-même est la conséquence des contradictions du développement capitaliste depuis deux siècles.

### **Un combat de classe pour la défense des populations et de leur environnement**

La légitime inquiétude et le sentiment d'impuissance face à la catastrophe annoncée, peut conduire à ne voir de solutions que dans la multiplication des « *petits gestes pour sauver la planète* », des initiatives individuelles ou locales. Mais c'est aussi le discours dominant des politiciens, des multinationales comme de bien des ONG environnementales, un discours moralisateur qui sert surtout à masquer le cynisme et l'irresponsabilité des classes dominantes. Il ouvre la porte à bien des idées dangereuses, réactionnaires. Ainsi les discussions autour du concept d'Anthropocène tendent à réduire la crise écologique à un problème de surpopulation, qu'il suffirait donc de contenir... alimentant le retour du malthusianisme, c'est-à-dire du préjugé réactionnaire qu'il faudrait limiter la population

pour réduire la pauvreté ou la pollution. Ainsi l'AFP a récemment publié une infographie « *réduire son impact carbone* » dans laquelle le « petit geste » le plus efficace était : « *avoir un enfant en moins* » ! Une récente tribune du Monde, « *Freiner la croissance de la population est une nécessité absolue* », signée par des scientifiques et chefs d'entreprises, préconise de financer des programmes de limitation des naissances dans les pays les plus pauvres !

Rendre la croissance démographique responsable du réchauffement climatique revient surtout à dédouaner les classes dominantes et les laisser aggraver la situation, au nom même de la lutte pour sauver le climat.

Les causes du réchauffement climatique sont à chercher dans les contradictions de cette société d'exploitation. Il nous faut comprendre, en toute lucidité, que la guerre de classe que mène la bourgeoisie à l'échelle du monde pour continuer à s'approprier une part toujours plus grande de richesses ne peut qu'entraîner la régression sociale pour les populations et ravager l'environnement. A cet égoïsme social des classes dominantes ne peut qu'être opposée une politique répondant aux intérêts de l'ensemble de la population et de la défense de son environnement naturel, une politique de classe, celle du monde du travail et de la jeunesse.

La crise climatique est devenue une question sociale et politique déterminante. Du fait des enjeux planétaires des problèmes à résoudre, elle n'a pas d'issue locale, indi-

viduelle, mais impose de lutter collectivement, pour une réponse globale, internationale, dépassant les cadres nationaux, osant contester le pouvoir des classes dominantes.

A travers le monde, de multiples mobilisations, dont nous ne pouvons qu'être partie prenante, témoignent d'une prise de conscience de la nécessité de se mobiliser pour imposer des solutions face à l'apathie des gouvernements, comme les marches pour le climat de ce samedi. Et effectivement les solutions indispensables devront être imposées par un rapport de forces sur le terrain de la lutte sociale, de la lutte des classes contre les intérêts de la finance, des multinationales, de la bourgeoisie.

La construction d'un tel rapport de force ne peut reposer que sur une claire conscience de la situation et des enjeux, de la nécessité de remettre en cause la logique capitaliste. Il n'y aura pas de réponse au réchauffement climatique, à la crise écologique, sans en finir avec la logique du marché, de la course aux profits, sans remise en cause de la propriété capitaliste, du parasitisme d'une minorité sur toute la vie sociale. C'est la condition pour mettre en œuvre une planification démocratique de la production et des échanges permettant de réorganiser l'ensemble de l'économie en fonction des besoins de tous et de la préservation de notre environnement, le socialisme.

Bruno Bajou

## Ce n'est pas que la FED qui est « folle » mais le capitalisme financier...

Mercredi 10 octobre, Wall Street a subi son plus gros recul depuis le mois de février, 3,15 % de l'indice Dow Jones, 4,08 % de l'indice des nouvelles technologies, le Nasdaq, à 7 422,05 points. Il ne s'agit certes pas d'un tremblement de terre mais néanmoins l'ensemble des places financières de la planète ont, elles aussi, décroché.

Les principales Bourses européennes ainsi que les places asiatiques ont été emportées dans la tourmente. L'indice Nikkei à Tokyo a perdu 3,89%, les bourses de Hong Kong, de la Corée du sud ont suivi, tandis que celle de Taiwan chutait de plus de 6%, Shanghai de près de 5 % perdant plus de 21 % depuis le début de 2018.

Donald Trump a balayé l'hypothèse que sa guerre commerciale, en particulier contre la Chine, puisse en être responsable : « *Ce n'est pas ça le problème. Le problème à mon avis, c'est la Fed (la Réserve fédérale, la banque centrale américaine). La Fed est déchaînée, elle devient folle* ». Et cela parce qu'elle a décidé d'augmenter les taux d'intérêt. Son secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin (un ex-Goldman Sachs) a modulé le propos faisant preuve d'une profondeur philosophique toute capitaliste : « *Les marchés montent. Les marchés descendent. Je vois cela comme une correction normale.* »

Ainsi va la vie... Sauf que cette « correction », des milliards partis en fumée, intervient quelques mois après le minikrach de février dernier. Elle est une nouvelle manifestation de l'instabilité financière, conséquence d'un ensemble de causes qui convergent autour d'un fait dominant : la masse de capitaux qui se disputent la plus-value produite à l'échelle mondiale par les travailleurs a de plus en plus de difficultés à nourrir les appétits avides et illimités de leurs possesseurs.

Les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis et leur impact sur la croissance mondiale, dont le FMI a récemment revu à la baisse les prévisions, font bien évidemment partie du problème. Les crises financières dans les pays émergents (Turquie, Argentine, Brésil) voire, demain, en Italie, participent aussi de l'instabilité ambiante. Pour les pays émergents, l'endettement à l'égard de banques étrangères a augmenté beaucoup plus rapidement que leurs exportations. D'autant plus que la hausse des taux d'intérêt américains et le raffermissement du dollar augmentent le coût de leur dette. Les financiers n'y trouvent plus leur compte et détournent de ces pays leurs capitaux. Depuis la mi-avril, après des entrées massives en 2017 et au début de 2018, ces retraits représentent environ 35 milliards de dollars, une somme faible ne serait-ce qu'au regard des pertes des places boursières mais qui indique un renversement de tendance dangereux.

Et la FED n'a pas le choix pour tenter de contrôler la marche aveugle de l'économie capitaliste que de tenter de contrôler l'émission monétaire en haussant les taux d'intérêt. Elle n'a pas d'autre moyen que d'augmenter le coût de l'argent, de renchérir les emprunts pour freiner l'inflation, éviter une trop grande surchauffe de l'économie américaine.

Cette dernière a connu dix années de croissance stimulée par le crédit et donc la dette. Les cadeaux fiscaux de Trump ont prolongé cette croissance à crédit mais pour accentuer la surchauffe, c'est-à-dire une accentuation de l'exubérance financière de plus en plus déconnectée de la croissance réelle. Les capitalistes sont inquiets de voir les salaires augmenter alors que le chômage est au plus bas. Et cela d'autant que la politique protectionniste de Trump vient perturber les échanges commerciaux sans que les cadeaux fiscaux puissent compenser les éventuels manques à gagner. En réalité alors que les marchés boursiers ont connu une expansion sans précédent depuis dix ans, c'est bien à un début de retournement de tendance auquel on assiste.

L'économie américaine est prise en étau. Face aux risques de récession à venir, l'Etat peut soit avoir recours à la politique budgétaire, injecter directement de l'argent dans l'économie en creusant le déficit, donc la dette, soit faire monter les taux d'intérêt, en finir avec l'argent bon marché, tenter de maîtriser la folle envolée boursière. Ces deux politiques sont deux impuissances, l'impuissance à contrôler la marche de l'économie de marché, une marche aveugle qui ignore toute régulation et planification et ne connaît de sanction, celle du marché, qu'après coup.

Augmenter les taux d'intérêt, c'est aggraver le coût des emprunts, donc l'endettement, développer une politique

budgétaire l'aggrave tout autant. Sans compter que l'augmentation des taux a aussi des conséquences directes sur l'économie mondiale. En augmentant ses taux directeurs, la FED attire les capitalistes qui cherchent à placer leur argent avec des rendements plus élevés, ce qui provoque un afflux des capitaux aux Etats-Unis et donc une fuite de capitaux aux conséquences désastreuses pour des pays dépendants du dollar, en particulier les pays dits émergents.

Dans son rapport sur la stabilité financière, publié mercredi dernier à Bali, le Fonds monétaire international (FMI), se veut optimiste, il faut bien rassurer les marchés à défaut d'avoir une politique. Depuis 2008, le système bancaire serait plus solide. On voit bien qu'il n'en est rien. Il est évident que l'économie mondiale ne peut supporter la croissance continue des profits et donc de la masse des capitaux qui exigent de nouveaux profits au détriment des travailleurs, des populations en entraînant un rétrécissement de la demande solvable, de la consommation avec en retour une baisse des investissements productifs et une augmentation du capital spéculatif.

Le capitalisme étouffe la planète.

Un profond réajustement est à l'ordre du jour. Il se produira soit par une nouvelle crise financière, une faillite qui entraînera la planète dans la récession, soit grâce à l'intervention démocratique et révolutionnaire des travailleurs pour exproprier le capital afin de prendre le contrôle de la finance et du crédit en annulant la dette et en créant un monopole public bancaire permettant de financer l'économie pour qu'elle serve à satisfaire les besoins des hommes et de la société.

*Yvan Lemaitre*